



Débat d'entre-deux-tours 2017 en France : Un combat de « coq »

Page 6

Les éditions
Sciences-Campus Info

Politique - Science - Education - Société - Economie - Technologies

Le Quotidien Numérique

du samedi 6 mai 2017
7 Jrs/7

d' Afrique

N°381

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appellez le +226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Traitez vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 16.

Toast prononce par son Excellence Monsieur Roch Marc Christian Kaboré, Président du Faso, à l'occasion de la visite d'amitié et de travail de son excellence Monsieur NANA ADDO Dankwa Akuffo-Addo, Président de la république du GHANA

Page 8



PNDES: Le plan sectoriel de l'Education et de la Formation en validation

Page 12



Journée mondiale de la presse : la question sécuritaire comme plat de résistance

Page 2



Salon international de la femme de Ouagadougou : Un salon pour valoriser les talents féminins

Page 4



Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.

SOCIÉTÉ

Journée mondiale de la presse : la question sécuritaire comme plat de résistance

Région du Centre



Depuis , les médias burkinabè s'intéressent de plus en plus aux évènements liés au terrorisme

Dans le cadre de la journée mondiale de la liberté de la presse, le Centre national de presse Norbert Zongo (CNP-NZ) a organisé un panel le mercredi 3 mai 2017 à Ouagadougou sur le thème «Défis sécuritaires au Burkina Faso : rôle et responsabilité des médias»

Comment assurer la sécurité du journaliste, comment lui permettre d'avoir accès à l'information et comment les médias peuvent-ils

contribuer dans la lutte contre le terrorisme ? tels sont entre autres les questions débattues au cours d'un panel organisé le mercredi 3 mai 2017 à Ouagadougou par le Centre national de presse Norbert Zongo (CNP-NZ) sur le thème « défis sécuritaires au Burkina Faso : rôle et responsabilité des médias ». Ce panel s'inscrit dans le cadre de la commémoration de la journée mondiale de la liberté de la presse. Cette thématique se justifie selon le président du comité de pilotage du centre national de presse Norbert

Zongo, Boureima Ouédraogo, par les différentes attaques terroristes qu'a subies le Burkina Faso de 2015 à nos jours. Et à l'en croire, face aux besoins d'information incessante des populations, les journalistes doivent désormais tenir compte de l'aspect sécuritaire dans leur travail quotidien. Et cela passe évidemment par une meilleure collaboration entre les forces de sécurité et les hommes de médias, ajoute-t-il.

Comment donc informer en toute

La suite à la page 3.

SOCIÉTÉ

La suite de la page 2.



Les journalistes ne se sont pas fait compter l'évènement Depuis , les médias burkinabè s'intéressent de plus en plus aux évènements liés au terrorisme

liberté sans perdre de vue le risque de créer d'autres sources de tension ? Depuis janvier 2015, les médias burkinabè s'intéressent de plus en plus aux évènements liés au terrorisme. Cette journée du 3 mai est une occasion pour davantage les interpellier. Tout compte fait, le journaliste burkinabè doit rester dans sa ligne qui est celle d'informer le public tout en respectant les règles d'éthique et de déontologie, a affirmé le Président de l'AJB.

Ce panel a réuni des compétences diverses notamment Germain Nama de L'Évènement, Dr Rasablga Seydou Ouédraogo de Free Afrik et Capitaine Hervé Yé de la Gendarmerie nationale. Les échanges ont été modérés par le Pr Serge Théophile Balima, ancien directeur de l'Institut panafricain d'étude et de recherche sur les médias, l'information et la Communication (Ipermic).

Cette cérémonie a été l'occasion pour le centre national de presse Norbert Zongo, de lancer le prix de la meilleure journaliste burkinabè récompensant les professionnels féminins des médias et le prix Norbert Zongo du journalisme d'investigation africain. Les dates de clôture des dépôts des œuvres sont respectivement le 30 septembre et le 30 août.

Cette année, le Burkina a été classé 41^e au plan mondial et 1^{er} en Afrique en matière de liberté de la presse. Pour Hortense Zida, la secrétaire générale du ministère de la Communication, ce classement est à saluer mais ce n'est pour autant qu'on doit baisser les bras, a-t-elle signifié. Elle ajoute que les médias peuvent compter sur le gouvernement : « **Je puis assurer que le gouvernement œuvrera au renforcement du cadre réglementaire du secteur des médias et au renforcement**

des capacités économiques et organisationnelles des entreprises de presse dont il n'ignore pas la fragilité »

Un classement honorable selon Djezouma Sanogo, président de l'AJB, mais il faut craindre le risque d'un retour. Aussi souligne-t-il des menaces, des censures où des auto censures ont été constatées ces derniers temps. A cela s'ajoute le fait que certains journaux ne paraissent plus par manque de moyens financiers. Les factures impayées de l'Etat expliqueraient cette situation.

Alfred Sié KAM/Rédaction SC Info

SOCIÉTÉ

Salon international de la femme de Ouagadougou : Un salon pour valoriser les talents féminins

Région du Centre



La première édition du salon international de la femme de Ouagadougou.

Du 04 au 07 mai 2017, Ouagadougou abrite la première édition du salon international de la femme de Ouagadougou. Placé sous le thème « Femmes, actrices de développement », ce salon vise à valoriser les talents féminins. La cérémonie d'ouverture a eu lieu ce jeudi 4 mai 2017 au sein du SIAO.

« Femmes, actrices de développement » c'est sous ce thème que se tient la 1^{ère} édition du salon international de la femme de Ouagadougou (SIFO). Ce salon a pour objectif général la

promotion des talents féminins et la promotion de la femme en général et a pour projet « une femme, un métier ». Il vise également à encourager la participation des femmes aux activités socioéconomiques, et politiques en vue de leur autonomisation et leur épanouissement en vue d'un développement durable. Les échanges au cours de ce salon porteront sur des thèmes variés qui ont trait aux conditions de la femme, notamment les droits de la femme, les soins de santé et les opportunités d'affaires.

Environ 200 exposants, 50 experts

et conférenciers venus du Mali, de la Côte d'Ivoire, de la Belgique prennent part au SIFO.

Durant 4 jours, les participantes venues de différents pays de la sous régions vont échanger sur les stratégies de promotion de la femme. C'est également une occasion pour les femmes d'exposer et de vendre leurs produits matériels ou immatériels, de promouvoir les activités féminines issues de tous les domaines, il est prévu une foire festive pour la découverte de l'art culinaire, un concert en plein

La suite à la page 5

SOCIÉTÉ

La suite de la page 4



Coupure du ruban.

air pour égayer les participants et les visiteurs, un défilé de mode pour la promotion de l'art vestimentaire. « Les femmes doivent être la cheville ouvrière de leur propre épanouissement », tel est le message de la ministre de la femme, de la solidarité et de la famille.

Pour la promotrice Attié Kam Céline, ce salon de la femme est créé pour que les femmes d'ici et d'ailleurs se rencontrent pour échanger sur les stratégies de promotion de la femme, prendre en exemple les bonnes pratiques, avoir des possibilités de crédits pour entreprendre. Des panels, une exposition-vente et une cérémonie de récompense des femmes qui se sont le plus illustrées dans leur domaine de trophée à l'image de « Spatule » est prévue.

Alfred Sié KAM/Rédaction SC Info



Attié Kam Céline, promotrice du SIFO.

Débat d'entre-deux-tours 2017 en France : Un combat de « coq »

Région du Centre



Les deux candidats Macron et Le Pen.

Ce mercredi 03 mai 2017 a été l'occasion pour les deux candidats au second tour de la présidentielle française de convaincre les électeurs encore réticents tout en défendant leurs programmes respectifs. Le moins que l'on puisse dire c'est que le débat télévisé entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen a viré à un duel virulent

et parfois confus, un combat de « coq » en fin de compte.

Les Français vivant sur le territoire français et à l'étranger n'ont certainement pas manqué ce rendez-vous de débat télévisuel entre les candidats au second, en l'occurrence, Emmanuel Macron et Marine Le Pen.

À peine deux minutes après

le début du débat que les accusations commencent. Si ce n'est pas Le Pen qui traite Macron d'être « l'héritier » du système socialiste ou encore d'être « Hollande junior », c'est ce dernier qui pense et affirme qu'elle dit de la « logorrhée » ou encore des « bêtises ». En tout cas, pour les spécialistes, c'était l'un des débats les plus discourtois dans l'histoire de la France, entre

La suite à la page 7

POLITIQUE

La suite de la page 6

l'« élève », Marine Le Pen avec ses tas de fiches, et Macron, tout sûr de lui et adoptant une allure de pédagogue face aux approximations d'une « élève ».

On retient en fin de compte que Macron n'a pas donné une réponse claire et nette quant au soutien que lui accorde l'Union des organisations islamistes de France (UOIF) dont les jours seront d'ailleurs comptés avec Le Pen qui promet de supprimer toutes ces associations qu'elle juge radicalisées en France. À son tour, la candidate à la présidentielle française n'a pas été convaincante quant à la sortie de son pays de l'Union européenne et le financement de son programme présidentiel.

Et quant à la question de la protection des frontières

françaises face à la menace terroriste, Le Pen voudrait une surveillance par les douaniers, chose que Macron a ironisée en disant que les douaniers n'avaient pas la formation nécessaire pour ce faire, et propose une collaboration avec les autres pays.

Pour ce qui concerne la vision de chaque candidat de l'Europe, Le Pen veut une France recroquevillée tandis que Macron une France « ouverte », « forte » dans une Europe « forte ».

Mais alors, que gagne le reste du monde quant à l'arrivée de l'un ou l'autre au pouvoir ? L'Europe y gagne quoi ? Et l'Afrique où se trouvent la plupart des anciennes colonies françaises et qui continuent de payer la dette de la colonisation à l'Hexagone ?

Pour sûr, les immigrés craignent déjà l'arrivée de Marine Le Pen, synonyme de rapatriement immédiat et de guerre civile, tandis que d'autres ont soif de changement et ne pensent pas que Emmanuel Macron en soit un !

Le soir du 07 mai 2017 nous en dira un plus ainsi que les jours suivants, même si déjà les sondages annoncent Macron comme favori avec environ 60% d'intentions de vote devant sa concurrente Le Pen avec environ 40%.

Aris SOMDA pour SC Info

Brève

C'est un communiqué unanime du Conseil de sécurité sur la RDC. L'ONU se dit préoccupée concernant la mise en place de l'accord politique du 31 décembre, et les membres du Conseil condamnent aussi une nouvelle fois les violences et les violations des droits de l'homme dans la région des Kasai ces derniers mois. Ils s'inquiètent de la découverte de nombreuses fosses communes et de l'assassinat de civils par les forces de sécurité congolaises. Enfin le communiqué revient sur l'assassinat des deux experts de l'ONU, l'Américain Michael Sharp et la Suédo-Chilienne



Zaida Catalan, enlevés et tués au mois mars au centre du pays.

Source RFI

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Toast prononcé par son Excellence Monsieur Roch Marc Christian Kabore, Président du Faso, à l'occasion de la visite d'amitié et de travail de son excellence Monsieur NANA ADDO Dankwa Akufo-Addo, Président de la République du GHANA

Région du Centre



Monsieur ROCH MARC CHRISTIAN KABORE, Président du Faso prononçant son discours.

O u a g a d o u g o u ,
le 04 avril 2017
Monsieur Nana
Addo Dankwa

Akufo-Addo, Président de
la République du Ghana

Mesdames et Messieurs les
membres des Gouvernements
ghanéen et burkinabè

Mesdames et Messieurs

les présidents d'Institution
Distinguées personnalités

Mesdames et Messieurs

Le pays des hommes intègres
s'honore de vous accueillir à
Ouagadougou, à l'occasion
de cette visite de travail et
d'amitié que vous effectuez.

Permettez-moi de vous souhaiter,

à vous et à l'imposante délégation
qui vous accompagne, la
chaleureuse bienvenue au Burkina
Faso ainsi qu'un agréable séjour.

Monsieur le Président

Votre visite revêt pour nous
une importance capitale.

Elle intervient après votre brillante
élection à la magistrature suprême
de votre pays, dans le respect

La suite à la page 9

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8

d'une alternance qui honore la démocratie au Ghana et en Afrique. Je tiens à vous réitérer mes chaleureuses félicitations ainsi que mes vœux ardents de succès pour votre noble et exaltante mission au service du peuple frère et voisin de la République du Ghana.

Placée sous le signe de l'amitié traditionnelle qui existe entre nos deux peuples et nos deux pays, lesquels sont liés par l'histoire, la géographie et la culture, votre déplacement et votre séjour chez nous, je dois dire, chez vous au Burkina Faso, est historique.

Elle témoigne également de notre commune volonté d'œuvrer davantage pour une coopération bilatérale renforcée et fondée sur les valeurs cardinales de la paix, de la solidarité et de l'intégration sous-régionale.

Au terme de onze (11) sessions de commission mixte de coopération dont la première session s'est tenue en 1971, les Gouvernements successifs de la République du Ghana et du Burkina Faso ont su et pu fonder les bases d'une solide coopération, qui de par sa diversification couvre aujourd'hui pratiquement tous les domaines de coopération.

A cela, s'ajoute l'existence dans nos deux pays respectifs, de fortes communautés burkinabè et ghanéenne vivant en parfaite symbiose avec leurs frères et sœurs.

Monsieur le Président

Je souhaite couler dans le marbre notre ambition commune de

bâtir un partenariat stratégique qui soit à la hauteur des aspirations de nos deux peuples.

Cette ambition se concrétise déjà à travers la tenue régulière des sessions de nos commissions mixtes de coopération, la réalisation de projets intégrateurs tels que l'interconnexion électrique entre Bolgatanga et Ouagadougou, la gestion intégrée des ressources en eau de la Volta.

Dans cette dynamique, je me félicite de la convergence de nos vues pour bâtir ensemble de grands projets d'infrastructures comme le chemin de fer Accra-Ouagadougou afin d'assurer le désenclavement de notre espace commun et pour le bonheur de nos peuples.

Au plan international, le Ghana et le Burkina Faso partagent les mêmes préoccupations et les mêmes visions sur les grandes questions internationales de l'heure telles la gouvernance mondiale, la paix et la sécurité internationales ainsi que la lutte contre le terrorisme. Nous partageons une vision commune du monde fondée sur l'exigence du respect du droit international ainsi que du dialogue des cultures.

Convaincu comme les chantres de l'Unité africaine, des indépendances à nos jours, je voudrais réaffirmer ma foi en la capacité d'une Afrique réconciliée avec son histoire et fière de sa destinée, à relever tous les défis qui se dressent devant elle.

Les africains en sont capables et les signes encourageants

de cette mutation commencent à se multiplier.

Forts de leur proximité, nos deux pays doivent continuer de jouer un rôle dans l'édification d'un monde épris de paix, de liberté et de justice.

Monsieur le Président et cher frère

C'est dans le respect des valeurs panafricanistes légués par nos devanciers de la stature de Feu le Docteur Kwamé N'Krumah, qui ont entretenus la flamme de générations entières de jeunes de nos pays, au rythme des évolutions politiques que nous avons connues dans nos pays respectifs, que je souhaite inscrire la nouvelle dynamique de coopération renforcée entre nos deux pays.

Je demeure convaincu que le sceau de la fraternité et de l'amitié caractérisera toujours les relations entre nos deux pays et nos deux peuples.

Je demande aux distingués invités de bien vouloir lever leurs verres en l'honneur du Président Nana Addo Dankwa Akufo-Addo et de l'excellence des liens d'amitié et de fraternité qui existent entre la République du Ghana et le Burkina Faso.

Welcome Mr. President and thank you so much for your visit.

Vive la coopération bilatérale entre la République du Ghana et le Burkina Faso !

Je vous remercie !



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Tournée du FONAENF: A la découverte du centre Siloé des jeunes aveugles du Burkina

Région du Centre



Dans ce centre d'alphabétisation, les apprenants et leurs enseignants sont tous des personnes handicapées de la vue.

Au cours de la tournée de suivi des opérateurs, dans les centres de formation technique et spécifique (CFTS), et les centres l'Alpha de Base entrepris par le Fonds pour l'Alphabétisation et l'Éducation Non Formelle (FONAENF) le mardi 25 avril 2017, le centre Siloé des jeunes aveugles du Burkina de Karpala a retenu l'attention de la direction de la communication et de la presse ministérielle (DCPM). Allons

à la découverte de ce centre !

Le centre Siloé des jeunes aveugles du Burkina de Karpala a ouvert ses portes en 2014. Lucien Naré administrateur de l'association pour le salut des personnes handicapées de la vue du Burkina –membre fondateur est le responsable de ce centre. Dans ce centre d'alphabétisation, les apprenants et leurs enseignants sont tous des personnes handicapées de la vue. Pour pouvoir lire et écrire, ils

se servent du Braille. Ainsi tous les documents sont transcrits en Braille ce qui facilite leurs apprentissages. L'âge d'admission à ce centre est compris entre 9 et 30 ans. Les apprenants, tous des pensionnaires sont repartis par niveaux : niveaux 1, 2, 3 et 4. Dans chaque niveau, il y a 12 apprenants. Dans une classe Braille, la prise en charge d'un apprenant aveugle équivaut à 4 élèves du classique ce qui fait que dans chaque classe le nombre d'apprenants est limité. Ce qui est d'ailleurs le vœu du

La suite à la page 11

ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10

premier responsable du centre. Le niveau 1 qui est la classe pratique bilingue, les pensionnaires apprennent d'abord dans leur langue maternelle à écrire, à syllaber (un peu de mots, de phrases écrites en Braille), ainsi de suite et au vue de l'avancement, il s'adapte et commence à faire maintenant la formation professionnelle durant 5ans avant de passer le certificat d'Études primaires. Au niveau 2, ces mêmes activités sont améliorées. Aux niveaux 3 et 4, l'apprenant sortant est capable de lire, d'écrire, de mener des comptes. Il est aussi capable de s'insérer dans la vie socio-professionnelle (tisser des chaises, des lits de camps, des sacs à mains

pour femmes et bien d'autres choses). Aussi, il est capable d'exercer dans l'agropastorale, de faire le jardinage, et aussi de cultiver. Toute chose qui lui permettra de subvenir à ses besoins et apporter aussi sa pierre de construction pour la nation. Bien qu'ayant le soutien de la part du FONAENF, de l'appui des communautés religieuse, des ONG, et d'unité d'action sociale, de personnes morales, le centre, de l'avis du premier responsable Lucien Naré, est confronté à des difficultés. Lesquelles se résumant par le recrutement de la personne handicapée visuelle, la prise en charge des pensionnaires et par l'achat et l'entretien

du matériels didactiques (ordinateurs, imprimantes en brailles très couteux). Afin de mieux faire le travail sur le terrain, Lucien Naré a émis le vœu que le ministère les soutienne dans la formation professionnelle afin qu'il puisse avoir beaucoup de bagage pour pouvoir faire face à l'éducation inclusive, et aussi de les appuyer financièrement parce que les subventions ne parviennent pas à tout le monde.

DCPM/MENA

PNDES: Le plan sectoriel de l'Éducation et de la Formation en validation

Région du Centre



Le ministre en charge de l'éducation nationale, Martin Coulibaly a présidé la cérémonie d'ouverture de cet atelier.

La suite à la page 12

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 11

Le ministre de l'Education nationale et de l'alphabétisation, Jean-Martin COULIBALY a présidé le vendredi 28 avril 2017 à Ouagadougou, la cérémonie d'ouverture de l'atelier national de validation technique du Plan sectoriel de l'Education et de la formation (PSEF) 2017-2030. C'était en présence des représentants des ministères partenaires et de celui du chef de file des partenaires techniques et financiers.

Le PSEF 2017-2030 est appelé

à devenir le nouveau référentiel dans le secteur de l'Education et de la Formation durant les 10 ans à venir. Son élaboration par l'ensemble des ministères du cadre sectoriel Education et formation (MENA, MERSI, MJFIP) avec le précieux concours du MINEFID, était impérative afin d'être en adéquation avec le PNDES, principal cadre de référence du gouvernement pour la période 2016-2020. A en croire le ministre COULIBALY, la tenue de cet atelier participe de la volonté du gouvernement de recueillir les amendements, de tenir compte des préoccupations

des populations pour faire du PSEF un document consensuel, démocratique, inclusif, performant et ouvert au monde.

La validation technique du PSEF, nouveau cadre de dynamisation du secteur de l'Education et de la formation, une fois obtenue ouvrira les portes à son adoption en conseil des ministres.

DCPM/MENA.

Lutte contre le terrorisme : Les Nations-Unies réitèrent leur soutien au Burkina Faso

Région du Centre

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Sécurité, Simon Compaoré, a reçu en audience dans l'après-midi du mercredi 03 mai 2017, le Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest, Monsieur Mohamed Ibn Chambas. Les échanges ont porté sur la situation sécuritaire du Burkina Faso. Une situation qui selon M. Chambas, préoccupe les Nations-Unies. « Le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations-Unies (ONU) suit la situation de très près.

Nous voulons donc assurer Monsieur le Ministre d'Etat, à travers lui, le gouvernement que les Nations-Unies sont avec eux dans la lutte contre le terrorisme. Nous allons voir dans quelle mesure, nous allons continuer à travailler avec le gouvernement, les forces de sécurité pour faire face aux défis sécuritaires et aussi aider pour le développement dans ces zones. Nous sommes vraiment fiers de la réponse du ministre de la sécurité qui nous a rassurés que les forces de sécurité protègent les populations et aussi que les écoles sont ouvertes », a déclaré Mohamed Ibn Chambas.

Le Ministre en charge de la sécurité, s'est dit satisfait de la qualité des échanges. « Nous avons eu de très bons échanges par rapport à nos préoccupations et aux efforts qui sont faits par notre pays. Des efforts pour lesquels, nous avons besoin, malgré l'aide qui nous a été apportée par la communauté internationale, des aides supplémentaires pour nous permettre de toujours sécuriser nos populations. Aussi, d'assurer un développement dans cette partie nord du Burkina pour impacter positivement la vie de nos concitoyens », a dit Simon Compaoré.

La suite à la page 13

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 12



« C'est pour que les populations sachent qu'elles sont parties intégrantes du Burkina et elles aspirent au bien-être et au progrès social », a soutenu le Ministre.



Il a annoncé que très bientôt, sur instruction du Président du Faso, un programme d'urgence pour le Sahel sera mis en place. « C'est pour que les populations sachent qu'elles sont parties intégrantes du Burkina et elles aspirent au bien-être et au progrès social », a soutenu le Ministre. A cette audience, le Ministre avait à ses côtés, son conseiller technique juridique et les responsables des unités d'interventions de la Police et de la Gendarmerie nationales.

**La Direction de la Communication
et de la Presse Ministérielle
du Ministère de la Sécurité**

Le Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest, Monsieur Mohamed Ibn Chambas.

ANNONCE



Sous le patronage du **Ministre du Commerce, de l'Industrie, et de l'Artisanat**



**SALON INTERNATIONAL
BUSINESS ON TECHNOLOGY**



**EDITION 2017
THÈME : LES TECHNOLOGIES COMME LEVIER
DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR
DE L'AGROALIMENTAIRE**

VENDRE **PRÉSENTER** **ACHETER**

INVESTIR **SE FORMER** **S'ÉQUIPER**

Du 23 au 27 Mai 2017 au SIAO— OUAGADOUGOU

ANNONCE

Le Centre d'Examen Européen

organise 3 sessions de cours d'anglais intensif en 2017

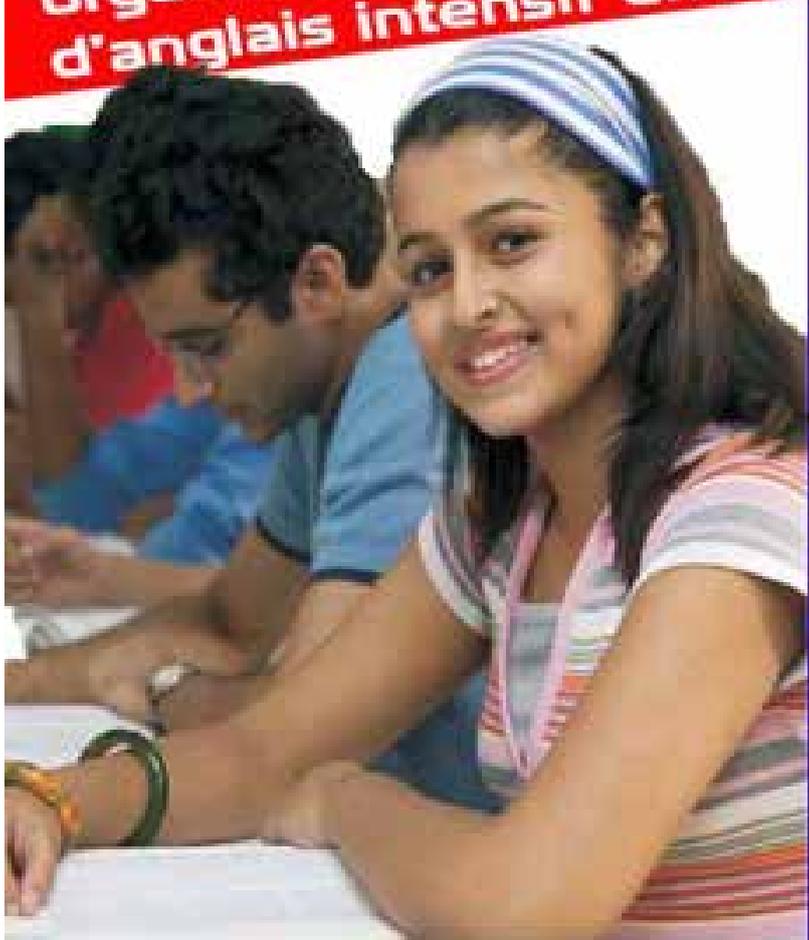
- Du 15 février au 15 mars
- Du 15 Juillet au 15 août
- Du 15 septembre au 15 octobre

Obtenir un niveau supérieur avec une attestation

Préparation aux : TOEIC - TOEFL

Nous vous offrons aussi la possibilité d'apprendre l'anglais en ligne et obtenir une attestation avec ED - ENGLISH DISCOVERIES qui est une solution complète d'apprentissage de l'anglais.

Les cours se déroulent du lundi au vendredi de 18h à 20h



INSCRIPTIONS OUVERTES

A Ouaga, contact: 72 07 20 20
 A Bobo, contact: 72 07 09 09
 Email : contact@ebs-edu.fr
 Site web : www.sciences-campus.org

40 000 F CFA

- Ouagadougou au centre d'examen européen, situé à Ouaga 2000 sur l'avenue Sembene Ousmane à 500m de l'ambassade des Etats Unis;
- Bobo à ISC-bobo, au centre-ville Avenue Guillaume, Immeuble Sanga Madi;

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Stage en
relation presse H/F

Description

Amnesty International France recherche un.e stagiaire en Relations Presse

Amnesty International (AI) est une association indépendante de toute tendance politique, de tout intérêt économique ou croyance religieuse qui s'appuie sur un réseau de plus de 3 millions de membres et sympathisants afin de défendre et de promouvoir les droits humains dans le monde. Son financement repose essentiellement sur la générosité du public.

Amnesty International France (AIF), créée en 1971, compte aujourd'hui, 70 salariés et plus de 200 bénévoles. Elle s'appuie sur un réseau de 76 000 membres dont plus de 4000 agissent au sein des 340 associations locales présents dans toute la France. Indépendante de toute subvention gouvernementale ou politique, elle finance ses actions essentiellement grâce à la générosité du public (adhésions, dons et legs) et la vente d'articles solidaires. Actuellement, en France, près de 225 000 donateurs soutiennent son action.

Contexte :

En fonction des objectifs nationaux et internationaux,

le Service Presse garantit la lisibilité et la visibilité des messages et actions d'AI et d'AIF dans les médias français, les services francophones des médias étrangers et auprès des correspondants de la presse étrangère basés en France. Afin de :

– **Appuyer la réalisation des campagnes et des actions du mouvement et le déploiement de sa stratégie de croissance (influence, militantisme et développement financier).**

– **Faire mieux connaître l'association, ses missions, développer et asseoir sa notoriété.**

La base de données presse organise les contacts des journalistes qui suivent les questions relatives aux droits humains sur lesquelles travaille Amnesty International France. C'est un outil essentiel, au cœur de l'activité presse.

Missions et activités : Placée sous la responsabilité de la responsable des Relations Presse, vous participerez au projet d'amélioration de la base de données Presse, tout en contribuant aux activités du service Presse. Plus précisément, vous aurez à

Coordonner les sollicitations des journalistes cibles

Analyser les grilles de rentrée des médias audiovisuels dans le but de repérer les émissions pertinentes sur les sujets suivis par Amnesty

International France...

Réaliser la veille quotidienne sur l'actualité des droits humains

Mettre à jour la base de données presse, en fonction des sollicitations, de la veille et des grilles de rentrée des médias

En lien avec les attachées de presse, contribuer à l'optimisation de l'arborescence des contacts presse

Profil :

– **BAC+4/5 en Communication et/ou Journalisme, Sciences Politiques**

– **Connaissance des médias, de leur fonctionnement et de leur positionnement**

– Sensibilité droits humains

– Capacité à travailler en équipe et dans l'urgence

– Rigueur

– Autonomie

– Anglais courant

– Une bonne maîtrise de l'outil informatique

Conditions de stage :

Convention de stage tripartite obligatoire

Durée : 6 mois à compter du 2 octobre 2017

– **Temps plein (35h)**

Indemnité de stage : 15% du plafond mensuel de

La suite à la page 17

JOBS CAMPUS

La suite de la page 16

sécurité sociale + frais de repas à hauteur de 4,80€ et Frais de transport pris en charge à 50% sur justificatif.

Poste basé à Paris 19e

Candidatures à adresser exclusivement par email à Aurélie **Chatelard** sous la référence **PRESStage** - **sprese@amnesty.**

fr avant le 31/05/2017

Seules les personnes retenues pour un entretien recevront une réponse

Ville Paris 19e

Fonctions Communication, Etudes, Recherche

Activités

Pays Europe,

Contrat

Email de la personne contact sprese@amnesty.fr

Date de fin de validité 31/05/2017

Autre, Droit

France

S t a g e



Avis de recrutement

Poste: **BANGLADESH**
- **HR Support**

Description

Posté le: **05/03/2017**

Date de démarrage souhaitée: **dès que possible**

Durée de la mission: **1, 5 mois**

Lieu: **Dhaka, Teknaf**
À propos de la mission

SI a ouvert sa mission au Bangladesh à la fin de 2007, à la suite du cyclone Sidr. Au cours des huit dernières années et demi, SI a mis en œuvre des activités en réponse d'urgence suivie d'une reprise rapide et de reconstruction.

L'intervention de l'IS et de la stratégie au Bangladesh est de répondre aux besoins primaires

des personnes touchées par la crise en termes de sécurité alimentaire, des moyens de subsistance, la réduction des risques de catastrophe (DRR), l'eau, l'hygiène et l'assainissement (WASH) et un abri, en faisant usage d'une réduction des risques de catastrophe intégrée approche et en tenant compte des effets du changement climatique, tout en travaillant en parallèle sur les stratégies de résilience moyenne à long terme.

SI en 2017 met actuellement en œuvre différents types de projets ; un programme gagne-pain de résilience et DRR et un projet pilote WASH dans Satkhira et un programme WASH-DRR dans le district de Bazar de Cox frontière avec le Myanmar, ce dernier cible les deux réfugiés

Rohingya et les communautés d'accueil ainsi que programmes d'urgence suite à la crise au Myanmar depuis octobre 2016.

La fermeture de la base Satkhira est prévue pour fin Avril, quant à lui la mission a des perspectives pour ouvrir de nouvelles bases dans Bandarban et sous-base à Dhaka.

Ressources humaines:

La grille salariale actuelle du SI au Bangladesh a été mis en place en Mars 2015. Afin de faire face à l'évolution du marché du travail et de l'évolution du coût de la vie d'une révision de la grille des salaires est nécessaire en 2017.

De plus, la révision en cours de la RSR a mis en lumière certains aspects juridiques non encore

La suite à la page 18

JOBS CAMPUS

La suite de la page 17

pris en compte dans la grille salariale 2015 qui doivent être inclus dans la révision 2017.

Le 1er Mars 2017 mission compte 102 employés nationaux (7 à Dhaka, 23 à Satkhira, 72 Teknaf).

O b j e c t i f s :

Le premier objectif spécifique du support RH est de faire la révision de la grille des salaires conformément aux besoins de la mission, l'évolution du contexte socio-économique, et en conformité avec la nouvelle ISR et le cadre juridique.

Le deuxième objectif spécifique pour examiner l'indemnité de vie chère (coût de l'allocation de subsistance) de calcul de l'outil afin de le mettre à jour et de le rendre plus facile pour la révision future.

A c t i v i t é s :

Objectif 1: Coût de la vie chère (IVC) révision

Analyse le contexte socio-économique général et les frais de subsistance du Bangladesh, et son évolution depuis la dernière révision (2015)

Analyse de l'environnement socio-économique local sur les différentes bases

Développement d'une nouvelle et adaptable calcul de vie chère et de l'outil de suivi

Proposer une nouvelle politique de vie chère

Objectif 2: grille des salaires mis à jour et révisé

Procéder à une analyse socio-économique général du Bangladesh et les frais de subsistance

Mener une référence de l'environnement de l'emploi (y compris, OING, ONG, secteurs privé et public)

Assurer la mise à jour de la grille des salaires, conformément à la nouvelle ISR (en cours de révision en cours)

L i v r a b l e s

Nouvelle grille salariale, à l'échelle de la fonction et document lié à (organigramme, ... Homere)

ISR partie liée aux salaires, les primes et les politiques d'ancienneté

Votre profil

Q u a l i f i c a t i o n :

de deuxième cycle dans un domaine connexe poste

E x p é r i e n c e :

Expérience dans la gestion des ressources humaines (obligatoire)

Expérience dans l'audit

interne des ressources humaines (très apprécié)

Expérience dans les domaines des ONG / humanitaire

Une expérience dans un environnement instable (conflit / post-conflit pays)

Expérience dans les formations

compétences techniques et de compétence:

La connaissance des règles et procédures de Solidarites serait appréciée

Connaissances en ressources humaines, gestion administrative et financière

La connaissance de l'information financière des donateurs (ECHO, EuropeAid ...)

De bonnes compétences en informatique (package Microsoft Office, Homere)

Qualité personnelle:

La diplomatie et les compétences en communication

Capacité à prendre des initiatives, des décisions et le travail en autonomie est essentielle;

Bonne résolution de problèmes au jour le jour et les situations de crise

La compréhension et l'engagement envers la

La suite à la page 19

JOBS CAMPUS

La suite de la page 18

mission et les valeurs de SI

La langue:

De bonnes compétences en communication, avec une bonne anglais écrit et parlé

Processus de demande

Est-ce que cette description vous convient? S'il vous plaît envoyez-nous votre CV et lettre de motivation en anglais. CV Seules les demandes ne seront pas considérées.

NB: Le poste vacant peut fermer avant la date limite. Merci de votre compréhension

Nous offrons

SI vous offre:

Un poste salarié: selon

expérience de 1600 euros brut par mois, plus 10% l' allocation de congé annuel payé par mois et un mois par Diem de 450 USD.

Couverture sociale et médicale: Expatriés bénéficient d'un forfait d'assurance qui rembourse toutes les dépenses de santé (y compris les frais médicaux et chirurgicaux, les soins dentaires et les frais de rapatriement, ophtalmologiques) et un système de protection sociale, y compris les risques de guerre. Essential vaccination et les coûts de traitement antipaludéen sont remboursés.

Pour plus d' informations sur Solidarités International, s'il vous plaît consulter notre **site Web: <http://www.solidarites.org/en/>**

Contact: Anna FRANGI,

recrutement et de suivi Officer

Ville D h a k a

Fonctions Organisation, Administration, Ressources Humaines

Activités Economie, Finance, Administration, Ressources Humaines

Pays Asie, Bangladesh

Contrat C D D

Postuler en ligne <https://emea3.recruitmentplatform.com/approc/index.t=createSessionAfterSessionClear&ID=PA3FK026203F3VBQB6G8N8NVU&jobboard=0&nPTID=19065&bSessionClear=true&nProfileIdFoundInAGP=>

Date de fin de validité 31/05/2017



Avis de recrutement

Poste: RDC – Un/e Coordinateur/trice Administratif et Financier

Description

Première Urgence Internationale (PUI) est une Organisation Non Gouvernementale de solidarité internationale, à but non lucratif,

apolitique et laïque. L'ensemble de ses personnels se mobilise au quotidien pour couvrir les besoins fondamentaux des victimes civiles mises en péril, marginalisées ou exclues par les effets de catastrophes naturelles, de guerres et de situations d'effondrement économique. L'objectif est

d'aider les populations déracinées dans l'urgence, tout en leur permettant de regagner rapidement autonomie et dignité.

L'Association mène environ 190 projets par an, dans les domaines de la sécurité alimentaire, la santé, la nutrition, la réhabilitation d'infrastructures,

La suite à la page 20

JOBS CAMPUS

La suite de la page 19

l'eau et l'assainissement et la relance économique. PUI intervient en appui à près de 5 millions de personnes dans 20 pays, en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est, et en France.

Découvrez notre histoire et nos valeurs

Situation et besoins humanitaires :

La RDC en 2017 fait encore face à une instabilité importante dans l'est du pays (Kivus, Province Orientale et Katanga) en lien avec l'activité prédatrice d'un grand nombre d'acteurs informels associés à des milices armées sur les ressources minières très importantes de la région. Par ailleurs, des enjeux politiques et constitutionnels majeurs risquent de complexifier la grille de lecture des différents conflits encore en cours en 2017. La région entière est à la veille d'événements politiques majeurs (élections, modifications de constitutions) avec des conséquences potentielles sur des déplacements de populations dont certains déjà en cours (RCA, Burundi). Plus récemment la région des Kassaïs est entrée dans un cycle de violences qui affecte déjà plusieurs millions de personnes (dont environ 1.000.000 de déplacés selon les estimations disponibles).

La situation dans la province du Nord-Kivu n'a pas évolué depuis

la défaite du mouvement rebelle M23 fin 2013. Les FARDC libérés de leur engagement face au M23 se focalisent actuellement sur d'autres fronts pour lutter contre les nombreux groupes armés actifs dans la région (Maï Maï, APCLS, FDLR, ADF etc...). En outre, les tensions ethniques et les problématiques d'accès à la terre sont sources de tensions particulières dans les zones d'intervention de PUI (Masisi, Rutshuru et Beni).

Dans la province du Tanganyika (sous-région de l'ex-province du Katanga), des conflits ethniques (entre milices Twas -pygmées- et Bantoues) initiés en 2012 ont résulté dans le déplacement souvent préventif de centaines de milliers de personnes. Les zones d'intervention de PUI (ZS de Kiambi, Kabalo et Nyunzu) se caractérisent par un dénuement important de certains groupes (accès limité aux terres agricoles, à l'eau potable, enclavement, récurrence d'épidémies telles que la rougeole et le choléra) exacerbé par les déplacements les plus récents. Malgré un processus de réconciliation en cours la situation reste extrêmement volatile nécessitant un type d'interventions humanitaires très flexible.

Dans la province du Sud-Ubangi, plusieurs camps de réfugiés ont été ouverts dans les territoires de Libenge et de Zongo entre 2012 et 2015 en lien avec la crise en cours en RCA. Début 2017, encore plus de 112.000 réfugiés sont enregistrés

dans les camps de la région, ce décompte ne tenant pas compte des nombreux réfugiés vivant en dehors des camps. Depuis 2015, plusieurs vagues de réfugiés se sont succédées et aujourd'hui seul un nombre d'entre eux sont réticents à l'idée de s'installer dans les camps et préfère rester à proximité de la rivière qui constitue une source importante de nourriture. Considérant que la majorité des habitants de la zone de Libenge sont eux-mêmes des « retournés » revenus de la République du Congo en 2012, les tensions entre les populations locales et les réfugiés peuvent également constituer un facteur d'instabilité.

Notre action sur le terrain :

PUI souhaite orienter son action vers le renforcement des capacités de résilience des populations déplacées et retournées en proposant une réponse d'urgence multisectorielle et intégrée dans les zones ciblées. Ces activités visent également les réfugiés centrafricains hors sites et les familles congolaises hôtes.

La capacité des ménages à résister à un choc futur et à mettre en place des stratégies d'adaptation et de survie constitue une priorité dans ce type de contexte, où aux problématiques structurelles se superposent des déplacements massifs liés à plusieurs conflits armés.

La suite à la page 21

JOBS CAMPUS

La suite de la page 20

Dans certaines zones où la situation d'urgence globale est moins marquée (Petit Nord Kivu) PUI souhaite sortir de la phase d'aide humanitaire pour mettre en place des activités d'autonomisation des déplacés afin d'améliorer leur niveau de vie et favoriser leur retour.

Découvrez notre réponse à la crise

Dans le cadre de nos activités en RDC, nous recherchons un/e Coordinateur/trice Administratif et Financier.

Le/La Coordinateur/trice Administratif et Financier est responsable de la bonne gestion financière, comptable et budgétaire de la mission ainsi que de la gestion des ressources humaines et des dossiers administratifs et juridiques.

Gestion financière, budgétaire et comptable : Il/Elle est responsable de tous les aspects relatifs aux finances, incluant les éléments budgétaires et comptables, ainsi que la trésorerie de la mission.

Gestion des ressources humaines: Il/Elle est responsable de la gestion administrative des équipes nationales et internationales, de la définition / mise à jour des procédures et outils de gestion RH en conformité avec la réglementation du travail du pays d'intervention et la

politique RH de PUI, et du suivi des risques liés aux questions RH.

Gestion administrative et juridique : Il/Elle supervise les dossiers administratifs et garantit que le statut et le fonctionnement de la mission soient en conformité juridique avec les exigences du pays d'intervention.

Représentation: Il/Elle représente l'association auprès des partenaires, autorités et différents acteurs locaux impliqués dans les domaines financiers, administratifs, juridiques et ressources humaines de la mission.

Coordination : Il/Elle centralise et diffuse l'information au sein de la mission et au siège pour tout ce qui concerne les domaines financiers, administratifs, juridiques et ressources humaines de la mission et consolide le reporting interne et externe dans ces mêmes domaines.

Merci de consulter la fiche de poste ci-dessous pour tous les détails nécessaires.

Et pour rester informé des nouvelles offres en continu, rejoignez le groupe Facebook My Job On The Field.

Ville Kinshasa
Expériences / Formation du

candidat

Formation :

Gestion financière / comptabilité

Expériences :

**H u m a n i t a i r e
I n t e r n a t i o n a l e
T e c h n i q u e**

Informatique :

Pack Office (Excel obligatoire)

Qualités du candidat :

Bonne gestion du stress

Résistance aux pressions

Capacité d'analyse

Organisation et méthode

F i a b i l i t é

Sens des responsabilités

Grande capacité d'écoute, empathie

Capacités d'adaptation, gestion des priorités et pragmatisme

Diplomatie et sens de la négociation

Bonne communication

Honnêteté et rigueur

Langues parlées

Français indispensable

Fonctions Organisation, Administration

La suite à la page 22

JOBS CAMPUS

La suite de la page 21

<p>Activités Finance,</p> <p>Pays Afrique,</p> <p>Contrat</p> <p>Durée du contrat</p> <p>Salarié en Contrat Déterminée - 4 mois</p> <p>Date de démarrage : Mai 2017</p> <p>Salaire / Indemnité</p> <p>Salaire brut mensuel : de 2200 à 2530 Euros selon parcours en Solidarité Internationale + majoration de 50€ par semestre d'ancienneté avec PUI</p>	<p>Economie, Administration</p> <p>RD Congo</p> <p>C D D</p> <p>Assurance comprenant couverture médicale et complémentaire santé, assistance 24/24h, rapatriement et prévoyance</p> <p>Hébergement en maison collective</p> <p>Frais de vie (« Per diem »)</p> <p>Regime de break : 5 jours ouvrés à 3 et 9 mois de mission + prime de break</p> <p>Regime de congés payés : 5 semaines de CP / an + billet A/R au domicile tous les 6 mois</p>	<p>Documents à envoyer</p> <p>Merci d'envoyer votre candidature (CV et Lettre de Motivation) à l'adresse ci-dessous en précisant l'objet suivant : "CAF - RDC".</p> <p>Nom de la personne contact Natalia Montoya, Chargée de Ressources Humaines Expatriées</p> <p>Email de la personne contact r e c r u t e m e n t @ p r e m i e r e - u r g e n c e . o r g</p> <p>Date de fin de validité 30/06/2017</p>
--	--	---

Législatives au Sénégal: l'opposition s'organise en une large coalition

Au Sénégal, la course pour les élections législatives clairement lancée. La nuit dernière, l'opposition a confirmé la création d'une large coalition. L'objectif est clair : imposer au président Macky Sall une cohabitation.

Cette volonté de s'allier, dans les tuyaux depuis six mois, s'est accentuée avec l'emprisonnement du maire de Dakar, Khalifa Sall, en mars. Aux manettes pour réunir des ennemis d'hier: Abdoulaye Wade.

L'ex-président a, par exemple,



invité plusieurs leaders, de Rewmi, Idrissa Seck. Au final, dix partis s'associent.

Source RFI

ANNONCE

L'INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES

OBTENIR SON MASTER à ISC BOBO

Institut Sciences-Campus BOBO



Facile - Rapide - Moins cher

Les inscriptions sont ouvertes pour la Licence 3ème année, le Master 1 et le Master 2 dans les filières suivantes:

- ★ Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie option : Hydraulique, Eau et Assainissement, Génie Civil, Génie Energétique et Electrique
- ★ Réseaux Informatique et Télécommunication, Génie Informatique
- ★ Gestion des ONG et des Associations, Gestion et Organisation des Entreprise, Management des Projets et Programmes
- ★ Banque, Microfinance, Marketing, GRH, FC, Transport-Logistique
- ★ Suivi-Evaluation des Projets et Projets et Programmes
- ★ Gestion Administrative Comptable et Financière

Inscription :

A Bobo Dioulasso, à l'Immeuble Sanga Mady sur l'Avenue Guillaume Ouédraogo,

A Ouagadougou, rendez-vous au Centre d'Examen Européen à Ouaga 2000 ou en ligne sur le site web

www.sciences-campus.org

Téléphone : +226 64 20 00 26 / +226 72 08 03 03 / +226 61 08 03 03 / +226 72 07 09 09

E mail : isc@iscmail.org

**NB : Cours du jour et cours à distance,
Début des cours le 15 Février 2017**

*ISC Bobo, une école supérieure
de pointe, entièrement à votre portée!!*

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

01/05/2017 AU 08/05/2017 Groupe IV

1200 logements	25 36 02 52	Kouma	25 38 57 42	Sira	25 43 17 78
Afiya	25 48 83 47	Lallé	25 45 67 25	Somgandé	25 35 82 44
Amitié Miyougou	25 38 52 36	Le Rocher	25 40 83 87	Sotisse	25 36 41 48
Bethani	25 31 31 41	Les Grâces	60 80 80 77	Unité	25 34 39 42
Choukouroula	25 40 93 76	Louis Pasteur	25 33 58 67	Vénégré	25 43 05 87
Circulaire Sède	25 38 44 91	Maignon	25 31 01 20	Vidal	2 5 31 52 88
Diawara	25 30 61 68	Musée	25 36 68 41	Vièl	25 45 98 25
Espoir	25 31 54 12	Natilgé	25 36 28 00	Wend Kuuni	25 36 20 15
Gare	25 31 62 06	Nongui	25 40 84 88	Wend Yam	25 48 30 47
Hippodrome	25 34 02 32	Ouédraogo	25 37 16 52		
Hôpital	25 30 66 41	Pierre Tapsoba	25 48 44 33		
Jean Paul II	25 41 81 54	Principale	25 37 54 15		
Kadiogo	25 31 87 88	Sahel	25 31 81 95		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Bobo-Dioulasso

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
- Alfred Syé KAM
- Aminata PORGO
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Bernard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ **Couverture médiatique**

✓ **Publicité**

✓ **Communication**



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info

226 76609721/ 72080505/ 72072121

05BP5805 Ouaga02

Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO